

AB/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2015- 918 /PRES-TRANS

promulguant la loi n° 040-2015/CNT du
30 juin 2015 portant autorisation de ratification :

- des amendements (à l'article 37 adoptés en septembre 1981 ; à l'article 15 adoptés en octobre 1987 ; aux articles 1, 4, 5, 6, 7, 9,14 et 22 adoptés en décembre 2005 et l'article 38 adoptés en novembre 2007) aux statuts de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) adoptés à Mexico le 27 septembre 1970 ;
- des amendements aux règles de financement de l'OMT (paragraphe 4 adoptés en septembre 2001 ; paragraphe 14 adoptés en décembre 2005) ;
- de l'annexe XVIII aux statuts de l'OMT approuvée le 29 avril 2008 par le Conseil Economique et Social des Nations Unies.

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION,
PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;
VU la Charte de la Transition ;
VU la lettre n°2015-058/CNT/PRES/SG/DGSL du 14 juillet 2015 du Président du Conseil National de la Transition transmettant pour promulgation la loi n°040-2015/CNT du 30 juin 2015 portant autorisation de ratification de :

- des amendements (à l'article 37 adoptés en septembre 1981 ; à l'article 15 adoptés en octobre 1987 ; aux articles 1, 4, 5, 6, 7, 9,14 et 22 adoptés en décembre 2005 et l'article 38 adoptés en novembre 2007) aux statuts de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) adoptés à Mexico le 27 septembre 1970 ;
- des amendements aux règles de financement de l'OMT (paragraphe 4 adoptés en septembre 2001 ; paragraphe 14 adoptés en décembre 2005) ;
- de l'annexe XVIII aux statuts de l'OMT approuvée le 29 avril 2008 par le Conseil Economique et Social des Nations Unies ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n° n°040-2015/CNT du 30 juin 2015 portant autorisation de ratification :

- des amendements (à l'article 37 adoptés en septembre 1981 ; à l'article 15 adoptés en octobre 1987 ; aux articles 1, 4, 5, 6, 7, 9, 14 et 22 adoptés en décembre 2005 et l'article 38 adoptés en novembre 2007) aux statuts de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) adoptés à Mexico le 27 septembre 1970 ;
- des amendements aux règles de financement de l'OMT (paragraphe 4 adoptés en septembre 2001 ; paragraphe 14 adoptés en décembre 2005) ;
- de l'annexe XVIII aux statuts de l'OMT approuvée le 29 avril 2008 par le Conseil Economique et Social des Nations Unies.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 27 juillet 2015



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

CONSEIL NATIONAL
DE LA TRANSITION

IV^E REPUBLIQUE

LEGISLATURE DE LA TRANSITION

LOI N° 040-2015/CNT

PORTANT AUTORISATION DE RATIFICATION :

- DES AMENDEMENTS (A L'ARTICLE 37 ADOPTES EN SEPTEMBRE 1981; A L'ARTICLE 15 ADOPTES EN OCTOBRE 1987; AUX ARTICLES 1^{ER}, 4, 5, 6, 7, 9, 14 ET 22 ADOPTES EN DECEMBRE 2005 ET A L'ARTICLE 38 ADOPTES EN NOVEMBRE 2007) AUX STATUTS DE L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (OMT), ADOPTES A MEXICO LE 27 SEPTEMBRE 1970;
- DES AMENDEMENTS AUX REGLES DE FINANCEMENT DE L'OMT (PARAGRAPHE 4 ADOPTES EN SEPTEMBRE 2001; PARAGRAPHE 14 ADOPTES EN DECEMBRE 2005);
- DE L'ANNEXE XVIII AUX STATUTS DE L'OMT APPROUVEE LE 29 AVRIL 2008 PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES

LE CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la transition ;

Vu la résolution n°001-2014/CNT du 27 novembre 2014, portant validation du mandat des membres du Conseil national de la transition ;

a délibéré en sa séance du 30 juin 2015
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1:

Le gouvernement du Burkina Faso est autorisé à ratifier :

- les amendements (à l'article 37 adoptés en septembre 1981 ; à l'article 15 adoptés en octobre 1987 ; aux articles 1^{er}, 4, 5, 6, 7, 9, 14 et 22 adoptés en décembre 2005 et à l'article 38 adoptés en novembre 2007) aux statuts de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), adoptés à Mexico le 27 septembre 1970 ;
- les amendements aux règles de financement de l'OMT (paragraphe 4 adoptés en septembre 2001 ; paragraphe 14 adoptés en décembre 2005) ;
- l'annexe XVIII aux statuts de l'OMT approuvée le 29 avril 2008 par le Conseil économique et social des Nations unies.

Article 2 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 30 juin 2015

Pour le Président du Conseil
national de la transition,
le Quatrième Vice-président



Amadou DABO

Le Secrétaire de séance


Bakary KONE